

Accueil>Intenter une action en justice>Où et comment>Coûts

Coûts

Espagne

Cette page contient des informations sur le coût des procédures en Espagne.

[Droit de la famille – divorce](#)

[Droit de la famille – garde](#)

[Droit de la famille – pension alimentaire](#)

[Droit commercial – contrats](#)

[Droit commercial – responsabilité](#)

Cadre réglementaire relatif à la rémunération des professionnels de la justice

Avocats

Il n'existe en Espagne qu'une seule catégorie d'avocats, qui sont autorisés à intervenir, une fois qu'ils sont inscrits auprès d'un barreau, dans tous les types de procédures et devant tous les types de cours et de tribunaux.

Les avocats fixent leurs honoraires conformément aux règles «d'orientation» publiées par chaque barreau. Ces règles reposent sur des critères généraux applicables à la préparation des notes d'honoraires, tels que la complexité de l'affaire, la proportionnalité, etc., et elles doivent être respectées par tous les avocats pour l'établissement de ces notes.

Par ailleurs, les normes diffèrent toujours en fonction de l'ordre juridictionnel au sein duquel l'affaire se déroule.

Frais fixes

Frais fixes dans les procédures civiles

Frais fixes supportés par les parties à une procédure civile

L'article 241, paragraphe 1, point 1^{er}, du code de procédure civile (*ley de enjuiciamiento civil*) définit expressément les honoraires des avocats et des avoués pour les cas dans lesquels leur intervention doit être incluse dans la taxation des dépens.

Le code de procédure civile prévoit que les avocats fixent leurs honoraires conformément aux normes réglementaires applicables à leur statut professionnel.

Stade de la procédure civile auquel les frais fixes doivent être acquittés

Le client doit obligatoirement et dans tous les cas payer des honoraires à son avocat et la provision sur honoraires à son avoué. Il en connaît le montant dès le départ, mais ce n'est qu'à l'issue du procès qu'il connaîtra la somme exacte de la note d'honoraires. L'avocat et l'avoué peuvent réclamer leur dû à leur client, y compris par des procédures privilégiées telles que la provision de fonds (au cours de l'instance) ou l'action en paiement d'honoraires (à l'issue du procès).

Dans la pratique, le client avance généralement une somme au début de la procédure, en attendant que soit rendue la conclusion sur les dépens. Si la partie adverse doit supporter les honoraires, l'avocat et l'avoué présentent leurs notes d'honoraires au tribunal et, une fois approuvées, celles-ci sont acquittées par la partie adverse.

La loi n° 10/2012 a introduit l'obligation de verser une taxe sur les procédures judiciaires.

¿Qu'est-ce que la taxe sur les procédures judiciaires?

Il s'agit d'un impôt fixé par l'État dont doivent dans des cas spécifiques s'acquitter les personnes morales, pour pouvoir saisir les tribunaux et faire usage du service public de l'administration de la justice. Sa gestion incombe, en vertu de la loi, au ministère des finances et des administrations publiques. La possibilité d'exiger le paiement de cette taxe a été introduite le 1^{er} avril 2003 et elle est actuellement régie par la loi n° 10/2012 du 20 novembre 2012 relative à certaines taxes dans le domaine de l'administration de la justice et de l'Institut national de toxicologie et de médecine légale. Cette loi a été modifiée à deux reprises, la première fois par le décret-loi royal 3/2013 du 22 février 2013 et la seconde par le décret-loi royal 1/2015 du 27 février 2015. La principale nouveauté de cette seconde modification a été la suppression de la taxe sur les procédures judiciaires pour les personnes physiques devant toutes les juridictions et instances, puisque, depuis l'entrée en vigueur de la loi de 2012, les personnes physiques étaient également tenues de le faire.

Cas dans lesquels il est obligatoire de s'acquitter de la taxe sur les procédures judiciaires (fait générateur de la taxe)

L'article 1^{er} de la loi n° 10/2012 prévoit que la taxe applicable à l'exercice du pouvoir juridictionnel en matière civile, ainsi qu'en matière de contentieux administratif et de contentieux social, a un caractère étatique et est exigible de la même manière sur l'ensemble du territoire national dans les cas prévus par la présente loi, sans préjudice des taxes et autres impôts que pourraient exiger les communautés autonomes dans l'exercice de leurs compétences financières respectives, lesquels ne peuvent frapper les mêmes faits générateurs.

Par ailleurs, conformément à l'article 2, le fait générateur de la taxe découle de l'exercice du pouvoir juridictionnel consécutif à l'accomplissement des actes de procédure suivants:

- introduction d'un recours dans tout type de procédure ordinaire et d'exécution des titres exécutoires extrajudiciaires dans l'ordre juridictionnel civil, dépôt d'une demande reconventionnelle et introduction d'une demande initiale dans la procédure espagnole d'injonction de payer et dans la procédure européenne d'injonction de payer;
- requête de concordat à l'initiative des créanciers et demande incidente dans les procédures d'insolvabilité;
- introduction d'un recours devant une juridiction administrative;
- introduction d'un recours extraordinaire pour vice de procédure en matière civile;
- introduction d'un recours en appel contre un arrêt et d'un pourvoi en cassation devant une juridiction de l'ordre civil ou administratif;
- introduction d'un appel («*suplicación*») ou d'un pourvoi en cassation devant une juridiction sociale;
- opposition à l'exécution de titres judiciaires.

¿Quelles sont les personnes tenues de payer la taxe sur les procédures judiciaires?

L'article 3 prévoit que l'assujéti à la taxe est la personne qui provoque l'exercice du pouvoir juridictionnel et réalise le fait générateur.

Aux fins du paragraphe précédent, on considérera comme un fait générateur unique un acte introductif d'instance qui cumule plusieurs demandes principales qui ne sont pas formées au même titre. Dans ce cas, pour calculer le montant de la taxe, on additionne les montants de chacune des demandes cumulées.

Le paiement de la taxe peut être effectué par le représentant en justice ou par l'avocat, agissant au nom et pour le compte de l'assujetti, notamment lorsque ce dernier ne réside pas en Espagne, et sans qu'il soit tenu de se procurer, préalablement à l'auto-liquidation de la taxe, un numéro d'identification fiscal. La responsabilité fiscale de l'avoué ou de l'avocat ne saurait être engagée au titre dudit paiement.

Cas d'exonération de la taxe:

Exonérations objectives:

dépôt des demandes et des recours dans les procédures spécifiques établies pour la protection des droits fondamentaux et des libertés publiques, ainsi que dans celles visant les actes de l'administration électorale;

demandes de mise en insolvabilité volontaire à l'initiative d'un débiteur;

présentation des demandes initiales dans les procédures d'injonction de payer et des demandes de jugement oral pour les actions en paiement dont la valeur ne dépasse pas deux mille euros. Dans ces procédures, cette exonération ne s'applique pas lorsque la demande en justice est fondée sur un document considéré comme un titre exécutoire extrajudiciaire conformément aux dispositions de l'article 517 de la loi n° 1/2000 du 7 janvier relative au code civil;

introduction des recours devant les juridictions administratives en cas de rejet implicite de l'administration ou d'absence de réaction de cette dernière;

introduction d'une requête en exécution des décisions rendues par les *Juntas Arbitrales de Consumo* (instances arbitrales pour les litiges en matière de consommation);

actions introduites par les liquidateurs eu égard à la masse des créances, moyennant l'obtention de l'autorisation préalable du juge du tribunal de commerce; procédures de partage judiciaire des biens, sauf en cas d'opposition ou de différend concernant l'inclusion ou l'exclusion de certains biens, la taxe devenant exigible par le jugement oral à concurrence du montant considéré ou de celui qui découle, pour la partie qui s'y oppose, de la contestation du document de partage successoral, et si les deux parties s'y opposent, à concurrence du montant qui leur incombe respectivement.

Exonérations subjectives:

les personnes physiques;

les personnes morales auxquelles a été reconnu le droit à l'aide juridique gratuite et qui apportent la preuve qu'elles remplissent les conditions auxquelles la réglementation subordonne le bénéfice de celle-ci;

le ministère public;

l'administration générale de l'État, les administrations des communautés autonomes, les entités locales et les organismes publics qui dépendent de celles-ci; les *Cortes Generales* (parlement espagnol) et les assemblées législatives des communautés autonomes.

Frais fixes dans les procédures pénales

Frais fixes supportés par les parties à une procédure pénale

Cette matière est régie par le code de procédure pénale.

Toute personne à qui l'on attribue un acte punissable peut exercer ses droits de la défense, en intervenant dans la procédure, quelle qu'elle soit, à partir du moment où elle en aura eu connaissance, aura fait l'objet d'une détention ou de toute autre mesure conservatoire ou que des poursuites auront été décidées à son encontre, aux fins desquelles elle sera informée de ces droits.

Pour exercer ceux-ci, les personnes intéressées doivent être représentées par un avoué (*procurador*) et défendues par un avocat (*letrado*), qui seront désignés d'office si elles ne les choisissent pas elles-mêmes et qu'elles en demandent l'assistance et, dans tous les cas, si elles n'ont pas la capacité juridique de le faire.

Toutes les parties à un procès auxquelles le bénéfice de l'aide juridique gratuite n'a pas été reconnu doivent s'acquitter des droits des avoués qui les représentent, des honoraires des avocats qui les défendent, des honoraires des experts qui comparaissent à leur demande et des indemnités des témoins qu'ils présentent, si ces experts et témoins, au moment de leur déposition, ont présenté une demande à cette fin et que celle-ci a été acceptée par la cour ou par le tribunal.

Les parties ne peuvent pas être obligées de s'acquitter des autres frais de justice pendant la procédure, ni à l'issue de celle-ci, à moins qu'elles n'y soient condamnées.

L'avoué désigné par les parties à une affaire et ayant accepté de les représenter doit payer les honoraires des avocats auxquels ont fait appel les clients pour leur défense.

Les parties auxquelles est reconnu le droit à l'aide juridique gratuite peuvent, quoi qu'il en soit, faire appel à l'avocat et à l'avoué de leur choix; cependant, dans ce cas, elles doivent s'acquitter des droits et honoraires y afférents, conformément aux dispositions qui s'appliquent aux personnes auxquelles ce droit n'est pas reconnu, à moins que les professionnels librement choisis renoncent à percevoir des honoraires ou des droits en vertu des dispositions de l'article 27 de la loi relative à l'aide juridique gratuite.

Stade de la procédure pénale auquel les frais fixes doivent être acquittés

Le client doit, dans tous les cas, s'acquitter des notes d'honoraires établies à l'issue de la procédure. Une avance de paiement n'est pas exigée lorsque l'avocat est commis d'office, car celui-ci agit habituellement dans le cadre de la justice gratuite.

Il convient de prendre en compte le recours très généralisé aux avocats commis d'office. Par conséquent, si le droit à la justice gratuite a été reconnu au client, ce dernier n'a pas à payer la note d'honoraires. C'est l'État qui s'en charge sauf si la situation financière du client s'améliore dans les trois ans (la plupart du temps, les clients ne paient jamais).

Informations que doivent fournir les représentants légaux

Droits et obligations des parties

L'avoué, en tant que représentant de la partie, est tenu d'informer le client de tous les actes et démarches accomplis.

L'avocat et l'avoué ont tous deux l'obligation d'informer le client chaque fois que la demande leur en est faite.

Frais

¿Où puis-je trouver des informations sur les frais en Espagne?

Il n'existe pas de site internet spécifique fournissant des informations sur les coûts des procédures judiciaires en Espagne. Néanmoins, il existe des sites internet, tels que ceux des barreaux d'avocats, qui renseignent sur les honoraires de leurs membres.

¿Dans quelles langues puis-je obtenir des informations sur les frais en Espagne?

Les informations sont généralement fournies en espagnol. Certaines figurent également dans les langues officielles des communautés autonomes.

Par ailleurs, certains sites fournissent des informations en anglais.

Où trouver des informations sur la médiation?

Le registre des médiateurs et des institutions de médiation a un caractère public et informatif et est créé sous la forme d'une base de données informatisée accessible gratuitement sur le site web du ministère de la justice. Il a pour objet de faciliter l'accès des citoyens à ce mode de règlement des litiges grâce à la publicité des médiateurs professionnels et des institutions de médiation.

Moteurs de recherche d'accès:

<https://remediabuscador.mjusticia.gob.es/remediabuscador/RegistroMediador>

<https://remediabuscador.mjusticia.gob.es/remediabuscador/RegistroInstitucion>

Médiation

La médiation désigne un mode de règlement des différends, quelle qu'en soit la dénomination, lorsque deux ou plusieurs parties tentent volontairement de parvenir elles-mêmes à un accord avec l'intervention d'un médiateur.

Médiateur

Les médiateurs peuvent être des personnes physiques exerçant pleinement leurs droits civils, à condition que la législation à laquelle ils peuvent être soumis dans l'exercice de leur profession ne s'y oppose pas.

Une personne morale ayant recours à la médiation, qu'il s'agisse d'une société professionnelle ou de toute autre société prévue par la loi, doit désigner une personne physique qui remplit les conditions prévues par la loi.

Exigences relatives à la qualité de médiateur

Le médiateur est titulaire d'un diplôme universitaire officiel ou d'une formation professionnelle supérieure et possède une formation spécifique pour la pratique de la médiation, qui est acquise au moyen d'un ou de plusieurs cours spécifiques dispensés par des institutions dûment accréditées, valable pour l'exercice de l'activité de médiateur dans n'importe quelle partie du territoire national.

Le médiateur souscrit une assurance ou une garantie équivalente couvrant la responsabilité civile résultant de son action dans les litiges qui le concernent.

Médiateur en matière d'insolvabilité

Une personne physique qui, parce qu'elle remplit les conditions requises pour exercer la fonction de médiateur et que l'article 27, paragraphe 1, de la loi sur l'insolvabilité exige pour être un liquidateur dans une procédure d'insolvabilité, peut être désignée en tant que telle par les notaires ou les greffiers de commerce dans les conventions de paiement extrajudiciaire visées au titre X de la loi 22/2003 du 9 juillet 2003 relative à l'insolvabilité. Les médiateurs d'insolvabilité peuvent également être des personnes morales à condition qu'ils agissent dans le cadre d'une médiation en insolvabilité par l'intermédiaire d'une personne physique remplissant les conditions susmentionnées.

Institution de médiation

Les institutions de médiation comprennent des organismes publics ou privés, espagnols ou étrangers, ainsi que des organismes de droit public ayant pour objet de promouvoir la médiation, de faciliter l'accès à la médiation et son administration, y compris la nomination de médiateurs, et d'assurer la transparence dans la désignation de la médiation. Si son objet inclut également l'arbitrage, ils prennent des mesures pour assurer la séparation entre les deux activités.

L'institution de médiation ne peut pas fournir directement le service de médiation, ni intervenir dans les conditions prévues par la loi.

Taxe sur la valeur ajoutée

¿Comment cette information est-elle fournie?

L'Agence espagnole de l'administration fiscale fournit cette information sur son [site internet](#).

¿Quels sont les taux en vigueur?

L'Agence espagnole de l'administration fiscale fournit ces informations sur son [site internet](#).

L'aide juridique gratuite

De quoi s'agit-il?

Au sens de l'article 119 de la Constitution espagnole, l'aide juridique gratuite est un dispositif en faveur des personnes qui apportent la preuve de l'insuffisance de leurs ressources économiques. Ce dispositif leur permet de bénéficier de diverses prestations, essentiellement l'exonération du paiement des honoraires des avocats et des avoués, des frais d'expertise, des cautions, etc.

Le droit à l'aide juridique gratuite comprend, dans les grandes lignes, les prestations suivantes:

conseil et orientation gratuits préalablement à l'ouverture de la procédure;

assistance d'un avocat aux personnes arrêtées ou incarcérées;

défense par un avocat et représentation par un avoué gratuites au cours de la procédure judiciaire;

insertion gratuite, au cours du procès, des annonces ou avis dont la loi exige la publication dans des journaux officiels;

exonération de la caution à verser pour l'introduction d'un recours;

assistance gratuite d'experts lors de la procédure;

obtention gratuite de copies, témoignages, actes notariés;

réduction de 80 % des droits applicables à certaines démarches notariales;

réduction de 80 % des droits applicables à certaines démarches liées aux registres de la propriété et du commerce.

En outre, et uniquement pour les litiges transfrontières, d'autres droits ont été ajoutés (à la suite de la révision de la loi n° 16/2005 du 18 juillet relative à l'aide juridique gratuite en vue de l'adapter à la directive 2003/8/CE):

services d'interprétation;

traduction de documents;

frais de déplacement si la partie doit comparaître en personne;

défense par un avocat et représentation par un avoué même lorsque cela n'est pas nécessaire, dans le cas où la juridiction l'ordonne afin de garantir l'égalité des parties.

Qui peut en bénéficier?

En général, cette aide peut être demandée par tout citoyen qui est partie à une procédure judiciaire ou souhaite en engager une, quelle qu'elle soit, et qui apporte la preuve que ses ressources économiques sont insuffisantes pour lui permettre d'agir en justice.

L'insuffisance économique est reconnue aux personnes physiques qui déclarent que leurs revenus et ressources, calculés annuellement sur la base de tous les paramètres et par ménage, ne dépassent pas le double de l'indicateur public de revenus à effets multiples (*Indicador Público de Renta de Efectos Múltiples*, IPREM) en vigueur au moment de la demande.

Aux fins de cette reconnaissance, les personnes physiques doivent attester d'une base imposable à l'impôt sur les sociétés inférieure à un montant équivalent au triple de l'IPREM calculé sur l'année.

Dans tous les cas, d'autres signes extérieurs illustrant la capacité réelle économique du demandeur seront pris en considération.

Il existe des exceptions pour les personnes physiques en situation d'invalidité et/ou se trouvant dans des situations familiales spécifiques, en vertu desquelles peuvent être dépassés les plafonds de revenus susmentionnés. [en application de la vingt-huitième disposition additionnelle de la loi sur le budget général de l'État (LPG) pour 2009, l'IPREM s'élevait, lors du calcul de 2009, à 7 381,33 euros par an].

Concrètement, les personnes ci-dessous peuvent bénéficier de l'aide juridique gratuite:

les citoyens espagnols, les ressortissants des autres États membres de l'Union européenne et les étrangers résidant en Espagne qui apportent la preuve de l'insuffisance de leurs ressources pour agir en justice;

les entités administratives et services communs de la sécurité sociale;

les personnes morales ci-dessous, si elles apportent la preuve de l'insuffisance de leurs ressources pour agir en justice:

les associations d'utilité publique;

les fondations inscrites dans le registre administratif correspondant.

Dans l'ordre juridictionnel social: les travailleurs et les bénéficiaires du système de sécurité sociale.

Dans l'ordre juridictionnel pénal: tous les citoyens, y compris étrangers, ont le droit à l'assistance d'un avocat, à la défense et à la représentation gratuites, dès lors qu'ils apportent la preuve de l'insuffisance de leurs ressources pour agir en justice et ce, même lorsqu'ils ne résident pas légalement sur le territoire espagnol.

Dans l'ordre administratif: les citoyens étrangers qui apportent la preuve de l'insuffisance de leurs ressources pour agir en justice, même s'ils ne résident pas légalement sur le territoire espagnol, ont le droit à l'assistance d'un avocat, à la défense et à la représentation gratuites, pour toutes les procédures relatives à leur demande d'asile et à la loi sur les étrangers (y compris dans le cadre des recours administratifs préalables).

Informations supplémentaires

Conditions d'obtention de l'aide juridique gratuite

Personnes physiques

Les ressources et revenus économiques calculés annuellement en fonction de tous les paramètres et par ménage ne doivent pas dépasser le double de l'IPREM en vigueur au moment de l'introduction de la demande.

Si elles dépassent le double de l'IPREM, les ressources ne doivent pas dépasser le quadruple de l'IPREM, auquel cas il revient à la Commission de l'aide juridique gratuite de décider d'octroyer ce droit exceptionnellement au demandeur, compte tenu de sa situation familiale, du nombre d'enfants ou de parents à charge, de son état de santé, d'une éventuelle invalidité, de ses obligations économiques, des coûts liés à l'engagement de la procédure ou d'autres circonstances et, dans tous les cas, si le demandeur est l'un des ascendants d'une famille nombreuse de catégorie spéciale.

Ces personnes doivent plaider en défense de leurs droits et intérêts propres.

Personnes morales

Être une association déclarée d'utilité publique ou une fondation inscrite dans le registre administratif correspondant.

Leur base imposable à l'impôt sur les sociétés doit être inférieure à un montant équivalent au triple de l'IPREM calculé sur l'année.

Avec l'entrée en vigueur de la loi organique n° 1/2004 relative aux mesures de protection intégrale contre la violence de genre, les femmes victimes de ce type de violence peuvent bénéficier de l'assistance immédiate et complète d'un avocat, non seulement dans tous les types de procédures judiciaires, mais aussi dans les procédures administratives (y compris, par conséquent, les enquêtes policières) générées par des faits de violence à caractère sexiste, jusqu'à l'exécution complète de la peine, sans devoir préalablement demander l'aide juridique gratuite. Cela signifie qu'une demande incidente de reconnaissance du droit à cette aide ne pourra jamais faire obstacle aux droits de la défense et au droit à une protection juridictionnelle effective, laquelle doit être apportée à la victime indépendamment du fait que la demande de gratuité n'ait pas été présentée, bien qu'il soit évidemment entendu que cette gratuité sera uniquement offerte dans le cas où, a posteriori et au cours même de la procédure judiciaire, la partie intéressée atteste qu'elle remplit effectivement les conditions fixées pour la reconnaissance de ce droit par la réglementation générale que constituent la loi relative à l'aide juridique gratuite et son règlement. Cette loi a été modifiée en ce sens par la sixième disposition finale de la L.O. n° 1/2004 du 28 décembre 2004 relative aux mesures de protection intégrale contre la violence de genre.

¿Quand la partie qui succombe doit-elle supporter les dépens de l'instance?

En matière civile, le code de procédure civile traite de la condamnation aux dépens aux articles 394 à 398.

Dans les procédures ordinaires, les dépens de la première instance incombent à la partie dont toutes les prétentions ont été rejetées, sauf si la juridiction estime, et argumente en ce sens, que l'affaire présentait des doutes sérieux en fait ou en droit.

Si l'acceptation ou le rejet des prétentions est partiel, chaque partie paie ses propres dépens et la moitié des dépens communs, à moins qu'il n'existe de bonnes raisons de les imposer à l'une des parties dans le cas où sa demande serait considérée comme téméraire.

Lorsque les dépens sont imposés à la partie perdante, celle-ci ne peut être tenue de payer, sur la somme correspondant à la rémunération d'avocats ou d'autres professions non soumises à un tarif des frais ou honoraires, qu'un montant total n'excédant pas le tiers du montant sur lequel porte le litige, pour chacune des parties au litige ayant obtenu une telle décision en leur faveur; à cette fin uniquement, les prétentions qui n'auront pas pu être estimées s'élèveront à 18 000 euros, sauf si, en raison de la complexité de l'affaire, la juridiction en dispose autrement.

Les dispositions susmentionnées ne seront pas appliquées si la juridiction juge téméraire la demande de la partie condamnée aux dépens.

Lorsque la partie condamnée aux dépens bénéficie du droit à l'aide juridique gratuite, elle ne doit payer que les frais entraînés par la défense de la partie adverse, dans les cas expressément indiqués dans la loi relative à l'aide juridique gratuite.

En aucun cas le ministère public ne saurait supporter les dépens des procès dans lesquels il intervient en tant que partie.

Honoraires des experts

Les spécialistes qui interviennent dans les procédures sont appelés experts (*peritos*). Il existe un registre des experts judiciaires (*registro de peritos judiciales*) dans chaque cour supérieure de justice.

L'article 241, paragraphe 1, point 4°, du code de procédure civile définit comme un élément spécifique à inclure dans la taxation des dépens les «droits des experts et autres paiements en faveur des personnes intervenues dans la procédure». Cet article fait référence aux dépenses occasionnées par les personnes qui, n'étant pas parties au procès, ont encouru des frais pour y participer afin de fournir un service.

L'article 243 du code de procédure civile prévoit que, dans tous les types de procès et instances, la taxation des dépens est pratiquée par le greffier de la juridiction saisie du procès ou du recours. Ne sont pas inclus dans la taxation les droits correspondant aux écrits et démarches qui s'avèreraient inutiles, superflus ou non autorisés par la loi, ni les éléments des minutes qui ne sont pas détaillés ou qui renvoient à des honoraires n'ayant pas été versés lors du procès.

Le greffier réduit le montant des honoraires des avocats et autres professionnels non soumis à un tarif des frais ou honoraires, lorsque les honoraires réclamés dépassent le plafond fixé à un tiers de la valeur du litige et que la demande de la partie condamnée aux dépens n'a pas été jugée téméraire. Sont également exclus les dépens relatifs à des démarches ou à des demandes incidentes dans le cadre desquelles a été condamnée expressément la partie en faveur de laquelle est prononcée, dans l'affaire au principal, la décision sur les dépens.

Honoraires des interprètes et des traducteurs

Il n'existe pas de tarif officiel applicable aux services de traducteurs et interprètes assermentés. Les interprètes assermentés fixent librement les honoraires qu'ils perçoivent pour leurs prestations, mais ils sont tenus de communiquer les tarifs qu'ils appliquent au bureau d'interprétation et à la sous-délégation correspondante du gouvernement. Cette information doit être communiquée chaque année au mois de janvier.

Liens connexes

[Agence espagnole de l'administration fiscale](#)

Documents connexes

[Rapport de l'Espagne sur l'étude consacrée à la transparence des coûts](#)  (640 Kb) 

Dernière mise à jour: 17/01/2024

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.

Case study 1 - family law - divorce - Spain

In this case study on family law – divorce, Member States were asked to advise parties filing for divorce on litigation costs in the following situations:

Case A – National situation: a couple gets married. Later they separate and agree to a divorce.

Case B – Transnational situation: two nationals from the same Member State (Member State A) get married. The marriage is celebrated in Member State A. After the wedding, the couple moves to live and work in another Member State (Member State B) where they establish their residence. Soon afterwards the couple separates. The wife returns to Member State A while the husband remains in Member State B. The couple agree to divorce. Upon her return to Member State A, the wife immediately files for a divorce before the courts of Member State B.

Costs in Spain

Costs for court, appeals and alternative dispute resolution

Case study	Court			Appeals			Alternative dispute resolution	
	Initial costs	General costs	Other costs	Initial costs	General costs	Other costs	Is this option available for this type of case?	Costs
Case A	Initial costs.- Deposits to lawyer and legal representative, unless the party is entitled to legal aid under Law 1/1996 on legal aid. Divorce by mutual consent is one of the cases exempted from the requirement to pay a court fee. In contested divorce proceedings a fee is payable unless the measures requested only concern minors.	These are the general costs of proceedings. These are payable by the party whose claims have all been dismissed (the principle that the losing party bears the costs), unless the case raises serious matters de facto or de jure to be clarified (Article 394(1) of the Civil Procedure Law). If the request is granted or dismissed in part, each party must pay their own costs and half the joint costs. The principle that the losing party bears the costs (Article 394.2 of the Civil Procedure Law) applies in contested divorce cases.	Experts' fees and expenses incurred in obtaining copies, attestations, notarial instruments and deeds or extracts from public registers.	The same as at first instance.	The same rule applies as at first instance.	The same rule applies as at first instance.	In Spain there is provision for mediation in family law cases, but the Autonomous Communities have jurisdiction in this matter.	In principle, the Autonomous Communities have made provision for mediation free of charge.
Case B	Initial costs.- Deposits to lawyer and legal representative, unless the party is entitled to legal aid under Law 1/1996 on legal aid). Divorce by mutual consent is one of the cases exempted from the	These are the general costs of proceedings In contested divorce proceedings, these are payable by the party whose claims have all been dismissed (Article 394(1) of the Civil Procedure Law).	Offers of evidence, drafting of the agreement governing the termination of the marriage.	Applicants must make a prior deposit, unless they are entitled to legal aid.	The same rule applies as at first instance.	The same rule applies as at first instance.	In Spain there is provision for mediation in family law cases, but the Autonomous Communities have jurisdiction in this matter.	Those paid to the professionals used in the process [Translator's note: missing text at end]

	requirement to pay a court fee. In contested divorce proceedings a fee is payable unless the measures requested only concern minors.						
--	--	--	--	--	--	--	--

Costs of lawyers, administrators and experts

Case study	Lawyers		Administrators.			Experts	
	Is representation compulsory?	Costs	Is representation compulsory?	Pre-judgement costs	Post-judgement costs	Is use compulsory?	Costs
Case A	They must be assisted by a lawyer and represented by a legal representative (Article 750 of the Civil Procedure Law)	An advance must be paid on fees for a lawyer and legal representative. In contested divorce proceedings post-judgment costs in respect of the losing party.	Does not represent the parties	None	None	Owing to the nature of this procedure, they are not generally used.	None
Case B	They must be assisted by a lawyer and represented by a legal representative (Article 75 of the Civil Procedure Law)	An advance must be paid on fees for a lawyer and legal representative. In contested divorce proceedings post-judgment costs in respect of the losing party.	Does not represent the parties	None	None	Owing to the nature of this procedure, they are not generally used.	None

Costs of witnesses, deposit or guarantee and other costs.

Case study	Witness compensation		Deposit		Other costs	
	Are witnesses compensated?	Costs	Does this exist? When and how is it used?	Costs	Description	Costs
Case A	Witnesses are entitled to claim for loss or harm incurred in attending hearings from the party that has called them (Article 375(1) of the Civil Procedure Law)	Part of these is included in the costs paid	No prior deposit is required	None	Extracts from civil status records, marriage certificates or certificates proving the existence of children, where relevant for their claim to entitlement (Article 777(2) of the Civil Procedure Law)	As applicable
Case B	Witnesses are entitled to claim compensation from the party that has called them for any losses incurred as a result of attending hearings (Article 375 (1) of the Civil Procedure Law)	Part of these is included in the costs	No prior deposit is required	None	Extracts from civil status records, marriage certificates or certificates proving the existence of children, where relevant for their claim to entitlement (Article 777(2) of the Civil Procedure Law)	As applicable

Costs of legal aid and other reimbursements

Case study	Legal aid			Reimbursements
	When and under what conditions is it applicable?	When is the support total?	Conditions:	Can the winning party obtain reimbursement of litigation costs?
Case A	To those who can provide evidence of insufficient financial resources for		Parties will be deemed to have insufficient resources when they can provide evidence that all the components of their annual resources and revenue, calculated by family unit, do not exceed twice the	This depends on the agreement, if any, reached with their lawyer.

	litigation (including fees of legal representative)		Public Income Indicator with Multiple Effects (IPREM) applicable at the time of application.	
Case B	To those who can provide evidence of insufficient financial resources for litigation (including fees of legal representative)		Parties will be deemed to have insufficient resources when they can provide evidence that all the components of their annual resources and revenue, calculated by family unit, do not exceed twice the Public Income Indicator with Multiple Effects (IPREM) applicable at the time of application.	This depends on the agreement, if any, reached with their lawyer.

Costs of interpretation and translation

Case study	Translation		Interpretation	
	When and under what conditions is it applicable?	What are the approximate costs?	When and under what conditions is it necessary?	What are the approximate costs?
Case A				
Case B	All the foreign public or private documents necessary under the legal conditions established (translated by officially recognised sworn translator)	Translators set their own rates.	Interpreters for the proceedings, as necessary.	Interpreters set their own rates.

Last update: 08/11/2019

The national language version of this page is maintained by the respective Member State. The translations have been done by the European Commission service. Possible changes introduced in the original by the competent national authority may not be yet reflected in the translations. The European Commission accepts no responsibility or liability whatsoever with regard to any information or data contained or referred to in this document. Please refer to the legal notice to see copyright rules for the Member State responsible for this page.

Case study 2 - family law - custody of the children - Spain

In this case study on family law — custody of children — Member States were asked to advise the plaintiff on litigation costs in the following situations:

Case A – National situation: Two people have lived together for a number of years without being married. They have a three-year-old child when they separate. A court decision gives custody of the child to the mother and visiting rights to the father. The mother sues to limit the father's visiting rights.

Case B – Transnational case, where you are a lawyer in Member State A: Two people have lived together without being married in a Member State (Member State B) for a number of years. They have a child together, but they separate immediately after the birth of the child. A decision by a court in Member State B gives custody of the child to the mother and visiting rights to the father. The mother and child move to live in another Member State (Member State A), which they are authorised to do by the court decision, and the father remains in Member State B. Some years later, the mother sues in Member State A to modify the father's visiting rights.

Costs in Spain

Costs for court, appeals and alternative dispute resolution

Case study	Court		Appeals	Alternative dispute resolution
	Initial costs	General costs	Initial costs	Is this option open for this type of case?
Case A	Initial costs: Advances paid to the lawyer (<i>abogado</i>) and the legal representative (<i>procurador</i>), unless the party is entitled to legal aid under Law 1/1996 on legal aid. If the proceeding only concerns guardianship and custody of the minor, no fee is payable (Article 4 (1) of Law 10/2012).	These are the general costs of the proceedings, payable by a party which has had all its claims dismissed (Article 394(1) of the Code of Civil Procedure) after assessment of the costs.	The party lodging an appeal must make a prior deposit, unless entitled to legal aid (15th additional provision of the Organic Law on the Judiciary - LOPJ). If the proceeding only concerns guardianship and custody of the minor, no fee is payable (Article 4(1) of Law 10/2012).	The parties may agree on other visiting arrangements. This should be done through an agreement which must be notified by the Public Prosecutor and approved by a judicial authority. The parties may, by mutual agreement, ask for the proceedings to be stayed and avail themselves of mediation in accordance with Law 5/2012 of 6 July 2012. Information on the mediation services is available on the justice administration portal. In-court mediation is provided by courts free of charge.
Case B	The same as for the previous case.	Idem	Idem	Idem

Costs of lawyers, bailiffs and experts

Case study	Lawyers		Bailiffs			Experts
	Is representation compulsory?	Costs	Is representation compulsory?	Pre-judgment costs	Post-judgment costs	Is use compulsory?
	The parties must be assisted by a lawyer and represented by a legal	An advance must be paid on fees for a lawyer and legal	No representation of the parties.	None	None	The use of certain specialists (psychologists) may be necessary.

Case A	representative (Article 750 of the Code of Civil Procedure). In cases of mutual agreement, the parties may use a single lawyer and legal representative.	representative. In contentious proceedings, the losing party may ultimately have to pay the costs.				The party proposing the specialist pays, unless the court's psycho-social experts are used.
Case B	The same as for the previous case.	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem

Costs of witness compensation, pledges or security and other relevant fees

Case study	Witness compensation		Pledge or security		Other costs
	Are witnesses compensated?	Costs	Does this exist? When and how is it used?	Costs	Description
Case A	Witnesses are entitled to claim for losses incurred in attending hearings from the party that has called them (Article 375(1) of the Code of Civil Procedure).	Part of the cost is included in the payment of costs.	No prior pledge or security is required.	None	Certificates from civil status records, such as birth of children (currently free of charge) or other documents relevant to their claim to entitlement.
Case B	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem

Costs of legal aid and other reimbursements

Case study	Legal aid		Reimbursements	
	When and under what conditions is it applicable?	Conditions:	Can the winning party obtain reimbursement of litigation costs?	Are there occasions when legal aid expenses are reimbursed to the organisation providing the legal aid?
Case A	It applies to persons who can prove that they have insufficient finances to institute legal proceedings (for example for a lawyer and legal representative)	Lack of financial means is said to exist where the individual can demonstrate that his or her resources and income, calculated annually, from all sources and per family unit, do not exceed double the Public Index of Income (IPREM) in effect at the time of the application.	This will depend on the agreement concluded with the lawyer, if any. If no such agreement has been reached, the costs are payable by a party which has had all its claims dismissed (Article 394 (1) of the Code of Civil Procedure), subject to certain exceptions. The reimbursable costs are the lawyer's fees, provided they do not exceed one third of the amount of the claim, the fees of the legal representative, and any other fees, which can be reimbursed after assessment of the costs.	
Case B	The same as for the previous case.	Idem	Idem	Idem

Costs of interpretation and translation

Case study	Translation		Interpretation	
	When and under what conditions is it necessary?	What are the approximate costs?	When and under what conditions is it necessary?	What are the approximate costs?
Case B	All foreign public or private documents that may be required under conditions laid down by law (translation by an officially recognised sworn translator).	Interpreters' fees are variable.	Interpreters for the proceedings where this proves necessary. Interpreters are necessary when a person who does not speak the language has to be questioned, to make a statement or to be notified of a court decision. No fee is payable if the interpreter is requested by the court itself. Any person who speaks the language in question and who has sworn or promised to translate accurately may be appointed as interpreter. In other cases, interpreters' fees are variable.	

Last update: 08/11/2019

The national language version of this page is maintained by the respective Member State. The translations have been done by the European Commission service. Possible changes introduced in the original by the competent national authority may not be yet reflected in the translations. The European Commission accepts no responsibility or liability whatsoever with regard to any information or data contained or referred to in this document. Please refer to the legal notice to see copyright rules for the Member State responsible for this page.

Case study 3 - family law - alimony - Spain

In this case study on family law – maintenance allowances – Member States were asked to advise the plaintiff on the legal costs in the following situations:
 Case A – National situation: Two people have lived together unmarried for a number of years. They have a three-year-old child when they separate. A court gives custody of the child to the mother. The only outstanding dispute relates to the amount of the child maintenance owed to the mother by the father for the support and education of the child. The mother sues the father.

Case B – Transnational situation, where you are a lawyer in Member State A: Two people have lived together unmarried in Member State B. They have a three-year-old child. They separate. A court in Member State B gives custody of the child to the mother. With the agreement of the father, the mother and child move to Member State A, where they establish their residence.

A dispute remains outstanding. This relates to the amount of the child maintenance owed to the mother by the father for the support and education of the child. The mother sues the father in Member State A.

Costs in Spain

Costs for court, appeals and alternative dispute resolution

Case study	Court			Appeals			Alternative dispute resolution	
	Initial costs	General costs	Other costs	Initial costs	General costs	Other costs	Is this option open for this type of case?	Costs
Case A	Initial costs: Advances paid to the party's lawyer (<i>abogado</i>) and legal representative (<i>procurador</i>), unless the party is entitled to legal aid under Law 1/1996 on legal aid.	These are the general costs of the proceedings. In a contested divorce the general costs are payable by a party which has had all its claims dismissed (Art. 394(1) of the Code of Civil Procedure). In family law, the usual practice is not to award costs for the proceedings but to split the costs, with each party paying only his or her own costs. However, in some cases a party whose claims have been dismissed may be required to pay the costs. If only some of the claims submitted are successful, each party must pay only his/her own costs. If the case concerns only the payment of maintenance for a child, no costs are charged (Art. 4(1) Law 10/2012).	Offers of evidence, drafting of separation settlement. If expert evidence is requested, the expert must be paid. In cases of mutual agreement, payment for the drafting of the settlement is normally included in the total fees paid to the lawyer.	The party lodging an appeal must make a prior deposit, unless entitled to legal aid.	The same criterion applies as at first instance.	The same criterion applies as at first instance.	The parties may agree on a separation settlement in which they voluntarily establish the amount of maintenance. The settlement must be notified by the Public Prosecutor and approved by the court.	The costs paid to the professional staff taking part in the negotiating process.
Case B	The same as in the previous case	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem

Costs for lawyers, bailiffs and experts

Case study	Lawyers		Bailiffs			Experts	
	Is representation compulsory?	Costs	Is representation compulsory?	Pre-trial costs	Post-trial costs	Is use compulsory?	Costs
				None	None		None.

Case A	The parties must be assisted by a lawyer (<i>abogado</i>) and represented by a legal representative (<i>procurador</i>) (Art. 750 Code of Civil Procedure). In the event of mutual agreement, the parties may make use of the services of a single lawyer and a single representative to submit the agreement between them.	An advance has to be paid on fees for a lawyer and legal representative. In contentious proceedings the losing party may ultimately have to pay the costs.	No representation of the parties. Not applicable in these proceedings.			Because of the nature of these proceedings there is not usually any role for experts.	If an expert opinion is requested, the expert must be paid, unless he/she comes from the psycho-social centre attached to the court.
Case B	The parties must be assisted by a lawyer and represented by a legal representative (Art. 750 Code of Civil Procedure). In the event of mutual agreement, the parties may make use of the services of a single lawyer and a single representative to submit the agreement between them.	An advance has to be paid on fees for a lawyer and legal representative. In contentious proceedings the losing party may ultimately have to pay the costs.	No representation of the parties. Not applicable in these proceedings.	None	None	Because of the nature of these proceedings there is not usually any role for experts.	None. If an expert opinion is requested, the expert must be paid, unless he/she comes from the psycho-social centre attached to the court.

Costs for witness compensation, pledges or security and other relevant fees

Case study	Witness compensation		Pledges or security		Other costs	
	Are witnesses compensated?	Costs	Does this exist and when and how is it used?	Costs	Description	Costs
Case A	Witnesses are entitled to obtain compensation from the party calling them for losses caused by their appearance in court (Art. 375(1) Code of Civil Procedure).	Part of the cost is included in the payment of costs.	No prior pledge or security has to be lodged.	None	Certificates from the Registry of Births, Marriages and Deaths, marriage certificates or birth certificates of children, documents on which they base their entitlement (Art. 777(2) Code of Civil Procedure).	As appropriate
Case B	Witnesses are entitled to obtain compensation from the party calling them for losses caused by their appearance in court (Art. 375(1) Code of Civil Procedure).	Part of the cost is included in the payment of costs.	No prior pledge or security has to be lodged.	None	Certificates from the Registry of Births, Marriages and Deaths, marriage certificates or birth certificates of children, documents on which they base their entitlement (Art. 777(2) Code of Civil Procedure).	As appropriate

Costs for legal aid and other reimbursements

Case study	Legal Aid			Reimbursement
	When and under which conditions does it apply?	When is full aid given?	Conditions?	Can the winning party obtain reimbursement of the litigation costs?
Case A	It applies to persons who can prove that they have insufficient finances to institute legal proceedings (for example for a lawyer and legal representative).		Lack of financial means is said to exist where the individual can demonstrate that his or her resources and income, calculated annually, from all sources and per family unit, do not exceed double the Public Index of Income (<i>Indicador Público de Renta de Efectos Múltiples</i> – IPREM) in effect at the time of the application. The Public Index of Income (IPREM) is an index used in Spain as a reference for granting allowances,	The winning party can obtain reimbursement of the litigation costs if the other party is ordered to pay costs..

			scholarships, grants and the unemployment allowance, among others. It can be calculated here: http://www.iprem.com.es	
Case B	It applies to persons who can prove that they have insufficient finances to institute legal proceedings (for example for a lawyer and legal representative).		Lack of financial means is said to exist where the individual can demonstrate that his or her resources and income, calculated annually from all sources and per family unit, do not exceed double the Public Index of Income (IPREM) in effect at the time of the application. The Public Index of Income (IPREM) is an index used in Spain as a reference for granting allowances, scholarships, grants and the unemployment allowance, among others. It can be calculated here: http://www.iprem.com.es	The winning party can obtain reimbursement of the litigation costs if the other party is ordered to pay costs.

Translation and interpretation costs

Case study	Translation		Interpretation	
	When and under which conditions is it necessary?	Approximate cost	When and under which conditions is it necessary?	Approximate cost
Case A				
Case B	All foreign public or private documents that may be required under conditions laid down by law (translation by an officially recognised sworn translator)	Translators set their own rates.	Interpreters for the proceedings where this proves necessary.	Interpreters set their own rates. If the interpreter is requested by the court itself, no payment is made.

Last update: 08/11/2019

The national language version of this page is maintained by the respective Member State. The translations have been done by the European Commission service. Possible changes introduced in the original by the competent national authority may not be yet reflected in the translations. The European Commission accepts no responsibility or liability whatsoever with regard to any information or data contained or referred to in this document. Please refer to the legal notice to see copyright rules for the Member State responsible for this page.

Case study 4 - commercial law - contract - Spain

In this case study on commercial law – contracts — Member States were asked to advise the seller on litigation costs in the following situations:

Case A – National situation: A company delivers goods worth €20 000. The buyer does not pay the seller because it considers that the goods do not conform to what was agreed.

The seller decides to sue to obtain the full payment of the price.

Case B – Transnational situation: A company whose head office is located in Member State B delivers goods worth €20 000 to a buyer in Member State A. The contract is subject to Member State B's law and written in Member State B's language. The buyer located in Member State A has not paid the seller because it considers that the goods do not conform to what was agreed. The seller decides to sue in Member State A to obtain full payment of the price, as provided under the contract with the buyer.

Costs in Spain

Costs for court, appeals and alternative dispute resolution

Case study	Court			Appeals			Alternative dispute resolution	
	Initial costs	General costs	Other costs	Initial costs	General costs	Other costs	Is this option open for this type of case?	Costs
	In principle, in the order for payment procedure laid down in Articles 812 <i>et seq.</i> of the Code of Civil Procedure (LEC) a lawyer would not be needed to file the first statement of claim, whatever the amount of the claim. In proceedings for a full judgment, a lawyer and a legal representative are required for claims exceeding €2 000. If the debtor contests the claim in an order for payment procedure,	These are the general costs of proceedings. They are payable by a party which has had all its claims dismissed (Article 394(1) of the Code of Civil Procedure).	Offers of evidence. Witness compensation. Expert opinions.	If the debtor does not contest the claim, there are practically no costs involved in the proceeding. If the debtor contests the claim the general rules apply, i.e. the party lodging an appeal must pay a fee and make a prior deposit, unless entitled to legal aid.	The same rule applies as at first instance.	The same rule applies as at first instance.	The parties may reach agreement on the amount owed without the intervention of a third party, in which case the agreement must be approved by the court, and they may reach a settlement through mediation services even if the proceeding has begun. Law 5/2012 of 6 July 2012 on mediation in civil and commercial matters	If an agreement is reached, 60% of the court fee is reimbursed. Mediation provided by the court is usually free of charge. Where mediation is not provided by the court, the parties are free to avail themselves of a mediator and to pay whatever

Case A	a lawyer and legal representative are required if the amount of the claim exceeds that laid down in the Code of Civil Procedure (currently €2 000). A fee is also payable which varies according to the type of procedure and the amount of the claim, provided the claim exceeds €2 000, unless the applicant is entitled to legal aid under Law 1 /1996 on legal aid.						incorporates into Spanish law Directive 2008/52 /EC of the European Parliament and of the Council of 21 May 2008. This Law lays down a minimum framework for mediation without prejudice to the provisions approved by the Autonomous Communities. Under this Law, during the preliminary hearing the parties may be informed of the possibility of using mediation services to try and resolve the dispute. Depending on the nature of the case, the court may ask the parties to try and reach an agreement to end the proceeding. The parties may also ask for the proceeding to be stayed under Article 19(4) so that they can avail themselves of mediation or arbitration.	fees are agreed upon. Under Law 5 /2012, whether or not the mediation leads to an agreement, the mediation costs are shared equally between the parties unless otherwise agreed.
Case B	The same as for the previous case	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem

Costs for lawyers, bailiffs and experts

Case study	Lawyers		Balliffs			Experts	
	Is representation compulsory?	Costs	Is representation compulsory?	Pre-judgment costs	Post-judgment costs	Is use compulsory?	Costs
Case A	The order for payment procedure is not used unless the debtor contests the claim. For claims exceeding €2 000, representation is compulsory in proceedings for a full judgment, or in the order for payment procedure if the debtor contests the claim. In these cases the parties must be assisted by a lawyer and represented by	They vary according to the amount and procedures involved.	There is no representation.			No, but the use of experts is recommended in certain cases and is paid for by the party requesting it.	They vary according to the subject of the opinion to

	a legal representative (Article 31 of the Code of Civil Procedure).						
Case B	The same as for the previous case		Idem			Idem	Idem

Costs for witness compensation, deposit or guarantee and other relevant costs.

Case study	Witness compensation		Pledges or security	
	Are witnesses compensated?	Costs	Does this exist? When and how is it used?	Costs
Case A	Witnesses are entitled to claim for losses incurred in attending hearings from the party that has called them (Article 375(1) of the Code of Civil Procedure).	Costs are set by the Court Clerk and according to the witness's claim (travel expenses and subsistence, etc.), which must be duly documented.	No prior pledge or security has to be lodged. Security is required only for appeals against certain decisions.	They vary according to the decision appealed. Maybe between €25 and €50.
Case B	The same as for the previous case		Idem	

Costs for legal aid and other reimbursement

Case study	Legal aid			Reimbursements			
	When and under what conditions is it applicable?	When is the support total?	Conditions:	Can the winning party obtain reimbursement of litigation costs?	When and under what conditions is it applicable?	When is the support total?	Conditions:
Case A	It applies to persons who can prove that they have insufficient finances to institute legal proceedings (including fees of lawyer, legal representative and expert).	The Legal Aid Commission determines the services for which legal aid can be granted. Aid may be requested for just one of the services provided for in the Law (e.g. to cover the court fee).	Lack of financial means is said to exist where the individual can demonstrate that his or her resources and income, calculated annually, from all sources and per family unit, do not exceed double the Public Index of Income (IPREM) in effect at the time of the application.	Generally all or most of the lawyer's fees, provided they do not exceed one third of the amount of the claim, legal representative's fees and advances on these fees, and experts' fees, as the case may be, can be reimbursed after assessment of the costs.	When there is an order to pay costs to the applicant (Article 394 of the Code of Civil Procedure), following assessment of the costs by the Court Clerk.		Order to pay costs to the other party.
Case B	The same as for the previous case.	Idem		Idem		Idem	Idem

Costs of interpretation and translation

Case study	Translation		Interpretation	
	When and under what conditions is it necessary?		What are the approximate costs?	When and under what conditions is it necessary?
Case A	Documents submitted in a language other than Spanish (or, where applicable, the language of the Autonomous Community where the case is being heard) must be accompanied by a translation. The document can be translated privately. If one of the parties challenges that translation on the grounds that it is not accurate, giving reasons for this claim, the Court Clerk will order an official translation to be made of the disputed part of the document at the expense of the party which submitted it. If the official translation is substantially identical to the private translation, the costs must be paid by the party who challenged the translation.		They vary according to the subjectmatter to be translated.	When a person who does not speak Spanish or, as the case may be, the other official language of the Autonomous Community in which the proceeding is held, has to be questioned, to make a statement or to be notified of a court decision, any person who speaks the language in question and

			who has sworn or promised to translate accurately may be appointed as interpreter.	
Case B	Idem	Idem	Idem	Idem

Last update: 08/11/2019

The national language version of this page is maintained by the respective Member State. The translations have been done by the European Commission service. Possible changes introduced in the original by the competent national authority may not be yet reflected in the translations. The European Commission accepts no responsibility or liability whatsoever with regard to any information or data contained or referred to in this document. Please refer to the legal notice to see copyright rules for the Member State responsible for this page.

Case study 5 - commercial law - responsibility - Spain

In this case study on commercial law – liability – Member States were asked to advise the customer on litigation costs in the following situations:

Case A – National situation: A manufacturer of heating equipment delivers a boiler to a plumber. The plumber sells the boiler to a customer and installs it in the customer's house. The house catches fire shortly afterwards. Each one of the parties involved (manufacturer of heating equipment, plumber, final customer) is insured. The origin of the fire is contested. Nobody wants to compensate the customer.

The customer decides to bring proceedings to obtain full compensation from the heating manufacturer, the plumber and the insurance companies.

Case B – Transnational situation: A manufacturer of heating equipment in Member State B delivers a boiler to a plumber in Member State C. The plumber sells the boiler to a customer and installs it in the customer's house in Member State A. The house catches fire shortly afterwards. Each one of the parties involved (manufacturer of heating equipment, plumber, final customer) is insured by an insurance company in that party's own Member State. The origin of the fire is contested. Nobody wants to compensate the customer.

The customer decides to bring proceedings in Member State A to obtain full compensation from the heating manufacturer, the plumber and the insurance company in Member State A.

Costs in Spain

Costs for courts, appeals and alternative dispute resolution

Case study	Court			Appeals			Alternative dispute resolution
	Initial costs	General costs	Other costs	Initial costs	General costs	Other costs	Is this option open for this type of case?
Case A	Initial costs: Advances paid to the party's lawyer (<i>abogado</i>) or legal representative (<i>procurador</i>), and in general payment of fees depending on the type of proceeding and the amount claimed, provided that it exceeds €2 000, unless the party is entitled to legal aid under Law 1/1996 on legal aid.	These are the general costs of the proceedings. They are payable by a party which has had all its claims dismissed (Art. 394 (1) of the Code of Civil Procedure).	Offers of evidence: - Compensation for witnesses - Expert opinions	The party lodging an appeal must make a prior deposit, unless entitled to legal aid.	The same rule applies as at first instance.	The same rule applies as at first instance.	The parties may reach agreement on the amount owed without the intervention of a third party, in which case the agreement must be approved by the court, and they may reach a settlement by means of mediation even if the proceeding has begun.
Case B	The same as for the previous case	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem

Costs for lawyers, bailiffs and experts

Case study	Lawyers		Bailiffs	Experts
	Is representation compulsory?	Costs	Is representation compulsory?	Is use compulsory?
Case A	When the amount claimed exceeds €2 000, the parties must be assisted by a lawyer and represented by a legal representative (Art. 31 of the Code of Civil Procedure).	Vary depending on the amount of the claim and the type of proceedings.	No representation of the parties.	The use of experts is advisable (valuation of loss); an expert opinion is paid for by the party requesting it.
Case B	The same as in the previous case	Idem	Idem	Idem

Costs for witness compensation, pledge or security and other relevant fees

Case study	Compensation for witnesses		Pledge or security
	Are witnesses compensated?	Costs	Does this exist and when and how is it used?
Case A	Witnesses are entitled to obtain compensation from the party calling them for losses caused by their appearance in court (Art. 375(1) Code of Civil Procedure).		No prior pledge or security has to be lodged.

Case B	The same as in the previous case		Idem	
---------------	----------------------------------	--	------	--

Costs for legal aid and other reimbursements

Case study	Legal Aid			Reimbursement
	When and under which conditions does it apply?	When is full aid given?	Conditions	Can the winning party obtain reimbursement of the litigation costs?
Case A	It applies to persons who can prove that they have insufficient finances to institute legal proceedings (for example for a lawyer and legal representative).		Lack of financial means is said to exist where the individual can demonstrate that his or her resources and income, calculated annually from all sources and per family unit, do not exceed double the Public Index of Income (IPREM) in effect at the time of the application.	This will depend on the agreement concluded with the lawyer, if any. Generally speaking, a considerable part or indeed all of the lawyer's fee will be refunded, provided that this does not exceed one third of the amount of the claim. Fees and advance payments to the party's legal representative and expert's fees (where applicable) can be reimbursed after assessment of the costs.
Case B	The same as for the previous case		Idem	Idem

Translation and interpretation costs

Case study	Translation		Interpretation	
	When and under which conditions is it necessary?	Approximate costs?	When and under which conditions is it necessary?	Approximate costs
Case A	Documents submitted in a language other than Spanish (or, where applicable, the language of the Autonomous Community where the case is being heard) must be accompanied by a translation. The document can be translated privately; if one of the parties challenges that translation on the grounds that it is not accurate, giving reasons for this claim, the Court Clerk will order an official translation to be made of the disputed part of the document at the expense of the party which submitted it. If the official translation is substantially identical to the private translation, the costs must be paid by the party who challenged the translation.	Variable	When a person must take part in proceedings to be questioned, to make a statement or to be notified personally of a decision, and he/she does not know Spanish or, where appropriate, the other official language of the Autonomous Community where the case is being heard, any person who speaks the language in question and who has sworn or promised to translate accurately may be appointed as interpreter.	
Case B	Idem		Idem	Difficult to determine in advance.

Last update: 08/11/2019

The national language version of this page is maintained by the respective Member State. The translations have been done by the European Commission service. Possible changes introduced in the original by the competent national authority may not be yet reflected in the translations. The European Commission accepts no responsibility or liability whatsoever with regard to any information or data contained or referred to in this document. Please refer to the legal notice to see copyright rules for the Member State responsible for this page.